

**Avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité
environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine relatif au projet
de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)
de la commune d'Aulnay-de-Saintonge (17) porté par la
communauté de communes des Vals-de-Saintonge**

N° MRAe 2023ACNA74

dossier KPPAC-2023-14166

**Avis conforme rendu
en application du deuxième alinéa de l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment son article R. 104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 relatif à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 2 juin 2021, du 23 novembre 2021 et du 16 juin 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le dossier fourni par la personne publique responsable enregistré sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposé par la communauté de communes Vals-de-Saintonge, reçu le 9 mai 2023 relatif à la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Aulnay-de-Saintonge (17), en application des articles R. 104-33 deuxième alinéa à R. 104-35 du Code de l'urbanisme ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé en date du 15 mai 2023 ;

Considérant que la communauté de communes des Vals-de-Saintonge, compétente en matière d'urbanisme, souhaite apporter une troisième modification simplifiée au plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Aulnay-de-Saintonge, 1 333 habitants en 2019 (source INSEE) sur un territoire de 3 113 hectares, approuvé le 22 juin 2011 ;

Considérant que la modification simplifiée a pour objet :

- d'identifier dans les règlements graphique et écrit un linéaire commercial protégé dans la zone urbaine du centre-bourg (Ua et Uai) afin de conforter les commerces et les activités de service en interdisant les changements de destination à usage d'habitation en rez-de-chaussée ;
- de réduire, dans le règlement écrit, le nombre de places de stationnement à créer pour toutes nouvelles constructions dans les zones d'activités (Ux) dans l'optique de densifier les parcelles limitant ainsi la consommation d'espace ;

Considérant les informations fournies par la collectivité ;

rend un avis conforme

sur **l'absence de nécessité** de réaliser une évaluation environnementale pour le projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Aulnay-de-Saintonge (17).

Conformément à l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme, la communauté de communes des Vals-de-Saintonge rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Aulnay-de-Saintonge (17) est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis fait l'objet de modifications. La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Fait à Bordeaux, le 27 juin 2023

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
la présidente de la MRAe

Signé

Annick Bonneville